



Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 25 juillet 2008)

Hamadou Touré (Porte-parole ONUCI): Mesdames et messieurs bonjour. Merci de votre présence à ce point de presse hebdomadaire. Je ferai une brève présentation ensuite le Colonel Dafir [le porte-parole militaire] va également vous donner des informations dans le domaine militaire.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, YJ Choi, a présenté jeudi devant le Conseil de sécurité le 17ème rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur l'ONUCI. Il a mis un accent particulier sur les efforts que les Ivoiriens déploient en faveur de la sortie de crise. Dans ce cadre, il a souligné le bouclage du financement du processus électoral et a présenté cette réussite comme un exemple éloquent de la coopération entre la Côte d'Ivoire et la communauté internationale.

M. Choi a aussi informé le Conseil de Sécurité des atouts dont on dispose actuellement au triple plan politique, sécuritaire et technique.

Au plan politique, il a cité la mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou qui actuellement se poursuit de manière satisfaisante. Au niveau de la sécurité, il a indiqué que la sécurité serait assurée par les forces ivoiriennes d'une part et de l'autre par les forces impartiales. Au niveau technique enfin, il a fait noter la coopération des deux opérateurs techniques que sont la SAGEM et l'Institut National de la Statistique(INS). Ces atouts, a-t-il fait remarquer, militent en faveur de la tenue de l'élection présidentielle le 30 novembre. A cet égard, il a tenu à attirer l'attention du Conseil sur les défis logistiques qui ont pris la place des défis financiers. Il s'agit notamment de la réhabilitation des sites à Abidjan et à l'intérieur du pays, la sélection et la formation des agents d'identification ainsi que la dissémination du matériel adéquat en vue du démarrage effectif de l'identification dans les meilleurs délais.

A ce sujet, l'ONUCI suit avec attention les initiatives en cours et réitère sa disponibilité à appuyer tous les partenaires pour que les questions logistiques que l'on croyait secondaires par rapport aux enjeux politiques et financiers ne viennent pas annihiler tous les progrès enregistrés. En attendant, le Représentant spécial du Secrétaire général, Choi encourage tous les acteurs à maintenir le cap et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que la date du 30 novembre puisse être tenue. car pour M. Choi cette date est à portée de main.

Le deuxième point a trait à nos activités de proximité à l'intérieur du pays avec les populations. Ainsi, l'ONUCI organise le 30 juillet prochain un forum à Adzopé. Le 16 juin dernier le Représentant spécial s'était rendu à Adzopé lui-même pour discuter avec les autorités administratives, les chefs traditionnels, les femmes et les jeunes

de la coopération entre l'ONUCI et Adzopé dans le cadre du processus de paix. L'ONUCI a été très bien accueillie le 16 juin à Adzopé et donc le forum du 30 juillet est une suite des activités qui avaient déjà été menées. Rapidement le programme. La veille du forum il y aura des consultations médicales gratuites qui seront offertes par le contingent jordanien aux populations d'Adzopé.

Dans l'après midi, il est prévu des discussions en ateliers entre l'ONUCI et les groupements de jeunes, les associations féminines, la chefferie traditionnelle et les médias. L'objectif est de recueillir les préoccupations et de dégager des pistes de collaboration en vue de promouvoir la cohésion sociale, la réconciliation et la paix.

Un autre temps fort sera la remise d'un chèque de l'ONUCI aux représentants du COGES pour le financement d'un projet à impact rapide destiné à la réhabilitation du Lycée Moderne d'Adzopé qui accueille plus de 7000 élèves. Il s'agira d'un chèque de plus de huit millions de FCA. Voilà les deux points que je voulais soumettre à votre attention et maintenant je donne la parole au Porte-parole militaire. Mon Colonel...

Colonel Mustapha Dafir (Porte-parole militaire) : Mesdames et messieurs bonjour. Comme vous le savez, le 25 septembre 2007 débutait la suppression de la zone de confiance. A la place, 17 postes d'observation ont été établis dans cette zone par l'ONUCI, le long d'une ligne imaginaire appelée la **Ligne Verte**.

Conformément aux dispositions de l'Accord de Ouagadougou, tous les deux mois, le nombre de ces postes devait être réduit de moitié. A ce jour, 16 postes ont été fermés. Le dernier poste, celui de Beou-Zagna, situé sur la route entre Duekoué et Bangolo est en cours de fermeture. Le 30 juillet 2008, avec la fermeture de ce poste, la force de l'ONUCI aura achevé le processus de suppression de la zone de confiance. En outre, compte tenu des évolutions positives dans le processus de sortie de crise et conformément à son mandat, la force de l'ONUCI a réadapté son déploiement sur le terrain. Comme l'avait annoncé le General Fernand Marcel Amoussou le 7 décembre 2007, 24 camps de la force de l'ONUCI, devaient être fermés. Aujourd'hui, 21 camps ont été fermés. En attendant l'ouverture de nouveaux camps à Adzopé, Issia et Divo, les trois camps restants seront eux aussi fermés.

Un autre point, dans le cadre des réunions périodiques, les commandants des forces présentes en Côte d'Ivoire se réunissent ce matin à Seboko, au siège de l'ONUCI, pour discuter de la mise en œuvre du volet militaire de l'APO.

Les généraux discuteront plus particulièrement de l'harmonisation des modes d'action pour la sécurisation des élections prévues pour le 30 novembre 2008. Merci

HT : Merci beaucoup : Voilà des points que nous avons pour vous. S'il y a des précisions, des questions.....

Alexis Tannoh (Le Jour Plus) : *Monsieur le Porte-parole, ces derniers temps, il est de plus en plus question de la formation d'un nouveau Gouvernement. L'Accord de Ouagadougou l'avait-il prévu et est-ce que pour l'ONUCI cela ne va pas quelque peu compromettre le processus de paix qui jusque-là a connu des avancées notables ?*

HT : Je pense qu'il faut éviter les questions hypothétiques. J'ai lu ce que vous avez mentionné, dans les médias, mais il faut certainement attendre qu'il y ait une réalité dans ce domaine. Je ne peux pas dire que l'Accord de Ouagadougou prévoit de changer de Gouvernement ou non. Mais l'important pour nous, c'est que tous les acteurs continuent d'être engagés dans le processus de paix et que tous les efforts concourent au maintien de la date du 30 novembre pour l'élection présidentielle. Voilà le point de vue de l'ONUCI.

Lassina Sermé (Africa No1) : Monsieur le Porte-parole, hier nous étions à une cérémonie chez le Chef de l'Etat lors d'une démonstration sur l'identification et l'enrôlement. Il s'est élevé contre le retard accusé par le processus et l'élément essentiel qu'il a soulevé c'est que le matériel de la Sagem ne soit pas encore arrivé en Côte d'Ivoire et selon l'information qu'il a donnée, il avait proposé que la Côte d'Ivoire loue un cargo pour l'acheminement du matériel sur la Côte d'Ivoire, ça n'a pas été chose faite, on a dit que c'est l'ONUCI qui va se charger de cet acheminement. Alors je vous pose la question de savoir quand est-ce que l'ONUCI va faire venir ce matériel en Côte d'Ivoire ? Je vous remercie.

HT : Merci beaucoup. J'ai dit peu avant que vous ne veniez, que l'ONUCI restait disponible à aider tous les partenaires pour que l'identification puisse démarrer dans les meilleurs délais. Quand nous aurons des détails, sur le transport éventuel par l'ONUCI de ces valises de la Sagem, nous vous le dirons mais nous sommes prêts à appuyer logistiquement la Côte d'Ivoire pour que le processus électoral ne connaisse pas d'interruption surtout pour qu'il puisse continuer comme il a commencé afin que nous puissions respecter la date du 30 novembre 2008. Pour résumer, je n'ai pas de date à vous communiquer en ce moment mais nous sommes à votre disposition dès qu'une date sera donnée. Nous sommes prêts à aider la Côte d'Ivoire sur le plan logistique. Nous avons été les premiers à le dire. Pas seulement pour le transport, mais aussi pour la réhabilitation des sites et autres. Nous sommes prêts à appuyer la Côte d'Ivoire.

Lassina Sermé (Africa No1) : Justement parlant de sites, la question a également été soulevée. La partie Sagem a pris la parole pour dire que lorsque la partie ivoirienne aura rattrapé un certain nombre de retards et parmi ceux-ci, figure la livraison des sites qui ne sont pas encore opérationnels. Or, tantôt vous parliez d'aide à la Côte d'Ivoire. Je voudrais savoir si effectivement vous avez posé des actes dans ce sens-là ou alors qu'est ce qui bloque pour que jusqu'à présent les sites ne soient pas livrés. Tout le monde parle du démarrage rapide et si on tient compte du code électoral, cette opération devrait démarrer depuis le 15 juillet pour que les listes électorales soient disponibles trois mois avant les élections ?

HT : Oui ! C'est pour éviter l'accumulation de retards que l'ONUCI a offert cet appui parce qu'initialement, le contrat était entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'Opérateur technique mais c'est pour aider les différents partenaires à respecter les délais qui avaient été indiqués et surtout pour éviter des retards qui pourraient être préjudiciables à la tenue de l'élection présidentielle, le 30 novembre, que l'ONUCI a offert d'apporter un appui logistique. Et dans ce sens, nos experts sont en contact permanent avec la Sagem, la CEI, le Gouvernement Ivoirien pour savoir quel appui nous allons fournir. Nous avons déjà été sollicités et nous avons répondu positivement. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir en fonction bien sûr de nos ressources et de notre mandat pour apporter notre soutien. Ça nous allons le faire. Voilà, merci beaucoup et à jeudi prochain.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Colonel Mustapha Dafir, Porte-parole militaire,
Tél. : +225-20235673 ; Portable : + 225-05990530 ; Fax : +225-06203320
Email : FHQ-PIO-SSO

<http://www.onuci.org>

